

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vicky Bussière, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature *Vicky Bussière* Date 17 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 17 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	48 416 405	48 814 728	47 609 437
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 943 145	4 864 469	4 960 995
Quotes-parts	3	(9 934)	8 270	979
Transferts	4	8 703 585	3 330 302	3 081 281
Services rendus	5	5 533 360	5 286 649	5 580 715
Imposition de droits	6	997 000	2 183 085	1 901 096
Amendes et pénalités	7	1 065 000	1 094 805	1 236 187
Revenus de placements de portefeuille	8	100 000	114 926	286 155
Autres revenus d'intérêts	9	144 036	178 746	153 598
Autres revenus	10	458 902	791 198	1 400 199
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	70 351 499	66 667 178	66 210 642
Charges				
Administration générale	14	7 681 120	6 928 581	6 995 284
Sécurité publique	15	11 759 610	12 313 860	12 142 203
Transport	16	8 923 910	11 858 548	12 317 749
Hygiène du milieu	17	9 042 809	10 610 423	10 644 871
Santé et bien-être	18	445 540	301 688	(233 288)
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 995 760	2 012 368	2 013 242
Loisirs et culture	20	13 983 240	14 953 079	15 686 051
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 613 040	1 441 540	1 545 364
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	55 445 029	60 420 087	61 111 476
Excédent (déficit) de l'exercice	25	14 906 470	6 247 091	5 099 166
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		126 040 141	120 940 975
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		126 040 141	120 940 975
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		132 287 232	126 040 141

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 815 407	9 798 634
Débiteurs (note 5)	2	15 186 602	15 044 521
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 340 005	1 336 515
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	28 342 014	26 179 670
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 126 223	7 244 876
Revenus reportés (note 12)	12	509 086	560 203
Dette à long terme (note 13)	13	55 019 421	58 803 372
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 173 535	649 472
Autres passifs (note 14)	15	52 876	52 876
	16	63 881 141	67 310 799
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(35 539 127)	(41 131 129)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	162 147 513	161 472 286
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	4 810 180	4 914 480
Stocks de fournitures	20	455 658	450 821
Autres actifs non financiers (note 18)	21	413 008	333 683
	22	167 826 359	167 171 270
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	132 287 232	126 040 141

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	14 906 470	6 247 091	5 099 166
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	21 506 680 )(	8 735 422 )(	12 825 251)
Produit de cession	3	20 000	93 879	47 549
Amortissement	4	7 631 300	8 015 283	7 669 755
(Gain) perte sur cession	5		(48 967)	(16 416)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 855 380)	(675 227)	(5 124 363)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		104 300	
Variation des stocks de fournitures	10		(4 837)	(13 255)
Variation des autres actifs non financiers	11		(79 325)	368 123
	12		20 138	354 868
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	1 051 090	5 592 002	329 671
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(41 131 129)	(41 460 800)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(41 131 129)	(41 460 800)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(35 539 127)	(41 131 129)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 247 091	5 099 166
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	8 015 283	7 669 755
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3	(48 967)	(16 416)
▪ Réduction valeur - placement	4	131 455	57 998
	5	14 344 862	12 810 503
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(142 081)	2 174 305
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(118 653)	(1 660 664)
Revenus reportés	9	(51 117)	211 063
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	524 063	889 249
Propriétés destinées à la revente	11	104 300	
Stocks de fournitures	12	(4 837)	(13 255)
Autres actifs non financiers	13	(79 325)	368 123
	14	14 577 212	14 779 324
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 735 422)	(12 825 251)
Produit de cession	16	93 879	47 549
	17	(8 641 543)	(12 777 702)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(119 247)	(119 247)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(203 312)	(981 855)
Cession	21	187 614	1 066 416
	22	(134 945)	(34 686)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	9 367 000	6 437 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(13 239 247)	(9 556 385)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	88 296	103 983
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(3 783 951)	(3 015 402)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 016 773	(1 048 466)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 798 634	10 847 100
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	9 798 634	10 847 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	11 815 407	9 798 634

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (ci-après la « Régie d'assainissement »)	91 %
Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Sain-Joseph, Saint-Roch (ci-après la « Régie intermunicipale »)	77,1 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

ImmobilisationsAmortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	de 3 à 40 ans
Bâtiments	de 20 à 40 ans
Véhicules	de 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	de 10 à 40 ans
Autres	10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de pièces et carburants est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks de produits chimiques et de fournitures diverses est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passifs au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

E) Revenus*Constatacion des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et la Régie intermunicipale est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode pour le régime de retraite capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée sur trois ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes de retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement est donc suspendu jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

i) Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 815 407	9 798 634
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	11 815 407	9 798 634
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	8 450 000	4 679 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	3 490 277	2 475 730
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		29 679
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 249 461	8 006 826
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	227 929	1 853 686
Organismes municipaux	15	56 889	96 964
Autres			
▪ Avances diverses	16	19 652	28 042
▪ Constats, mutations et divers	17	3 142 394	2 553 594
	18	15 186 602	15 044 521
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 509 116	5 844 748
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 509 116	5 844 748
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	822 065	906 861

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,76 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en 2038.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	255 722	267 930
Autres placements	31	1 084 283	1 068 585
	32	1 340 005	1 336 515
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement, détenus par la Ville, sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

Les autres placements de portefeuille, détenus par la Régie d'assainissement,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,85 % à 2,7 % (1,1 % à 2,7 % au 31 décembre 2019) et échéant à différentes dates jusqu'en juin 2025.

8. Avantages sociaux futurs

	2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 210 806	707 037
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36 (1 384 341)	(1 356 509)
	37 (1 173 535)	(649 472)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 2 296 331	2 350 431
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39 51 632	85 218
Régimes à cotisations déterminées	40 37 518	38 054
Autres régimes (REER et autres)	41	
Régimes de retraite des élus municipaux	42 89 325	90 935
	43 2 474 806	2 564 638

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,2 % ; 3,7 % au 31 décembre 2019) et renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 % ; 3,95 % au 31 décembre 2019) et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	2 693 557	3 230 113
Salaires et avantages sociaux	48	2 650 183	2 248 833
Dépôts et retenues de garantie	49	480 497	809 073
Provision pour contestations d'évaluation	50	173 402	
Autres			
▪ Gouvernement du Qc. et autres	51	218 218	200 312
▪ Intérêts courus dette LT	52	221 677	288 420
▪ Provisions diverses	53	132 119	150 815
▪ Organismes municipaux	54	172 373	112 891
▪ Autres	55	384 197	204 419
	56	7 126 223	7 244 876

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	217 082	257 306
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Compens. perte milieu humide	67	48 300	48 300
▪ Transferts	68	170 731	160 030
▪ Revenus perçus d'avance	69	72 973	94 567
▪	70		
	71	509 086	560 203

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	3,40	2021	2025	72	53 173 327	56 869 585
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	2,00	2,00	2032	2032	79	2 111 866	2 287 855
					80	55 285 193	59 157 440
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(265 772)	(354 068)
					82	55 019 421	58 803 372

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		14 592 644		175 989	14 768 633
2022	84		12 863 261		175 989	13 039 250
2023	85		11 822 422		175 989	11 998 411
2024	86		5 353 000		175 989	5 528 989
2025	87		8 542 000		175 989	8 717 989
2026 et plus	88				1 231 921	1 231 921
	89		53 173 327		2 111 866	55 285 193
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		53 173 327		2 111 866	55 285 193

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	52 876	52 876
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	52 876	52 876

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(35 539 127)	(41 131 129)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(35 539 127)	(41 131 129)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	38 688 735	2 032 129	521 900	40 198 964
Eaux usées	104	33 373 833	359 003		33 732 836
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	77 593 397	1 562 344	1 960 557	77 195 184
Autres					
▪ Autres	106	12 539 893	346 553	(87 997)	12 974 443
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	67 143 359	1 676 303		68 819 662
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	7 870 618	451 620	497 012	7 825 226
Ameublement et équipement de bureau	112	2 801 209	315 459	603 359	2 513 309
Machinerie, outillage et équipement divers	113	8 779 120	1 085 506	1 047 060	8 817 566
Terrains	114	10 931 019	311 023		11 242 042
Autres	115				
	116	259 721 183	8 139 940	4 541 891	263 319 232
Immobilisations en cours	117	4 154 692	595 482		4 750 174
	118	263 875 875	8 735 422	4 541 891	268 069 406
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	17 088 528	970 500	521 900	17 537 128
Eaux usées	120	14 424 531	835 659		15 260 190
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	29 327 138	2 675 635	1 872 142	30 130 631
Autres					
▪ Autres	122	5 635 894	609 556	418	6 245 032
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	25 862 408	1 440 347		27 302 755
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	3 713 722	459 030	455 564	3 717 188
Ameublement et équipement de bureau	128	1 774 401	308 662	603 359	1 479 704
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 576 967	715 894	1 043 596	4 249 265
Autres	130				
	131	102 403 589	8 015 283	4 496 979	105 921 893
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	161 472 286			162 147 513
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	31 742	31 742
Immeubles industriels municipaux	137	4 027 914	4 027 914
Autres	138	750 524	854 824
	139	4 810 180	4 914 480
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	4 810 180	4 914 480

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	142	317 030	225 382
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪ Avances salaires	145	95 058	107 762
▪ Assurances groupes	146	920	539
	147	413 008	333 683

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant jusqu'en 2025, à verser une somme de 8 010 129 \$ durant cette période.

La Régie d'assainissement s'est engagée, en vertu de divers contrats relatifs à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux et de services administratifs, échéant à différentes dates jusqu'en 2025, à verser une somme de 1 911 474 \$ durant cette période.

La Régie intermunicipale s'est engagée, en vertu de divers contrats de services techniques et professionnels et de réparation de divers équipements, échéant à différentes dates jusqu'en 2024, à verser une somme de 41 667 \$ durant cette période.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

20. Droits contractuels

Divers tiers et organismes se sont engagés en vertu de multiples ententes, baux et contrats à verser à la Ville une somme totale de 11 180 163 \$ au cours des prochaines années.

Droits contractuels au 31 décembre 2020
(en milliers de dollars)

	2021	2022	2023	2024	2025 et+	Total
Ententes/Baux	2 437	2 375	1 181	1 128	2 047	9 168
Transferts	240	217	200	183	1 172	2 012

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Festival de la gibelotte	125 000	95 000	95 000
SDEST	3 200 000	2 365 547	2 655 408
Azimut Diffusion Inc.	6 280 200	4 742 348	4 930 631
Marina de Saurel Inc.	2 200 000	1 401 685	1 425 956
RIRERST	1 300 000	1 300 000	4 109 249
	148	13 105 200	9 904 580
		13 216 244	

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 7 896 121 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats, après l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 9 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Chiffres de l'exercice précédent

Au rapport financier de la Régie d'assainissement certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Le principal reclassement effectué, au 31 décembre 2019 et pour l'exercice terminé à cette date, est le suivant :

- Reclassement de l'encaisse portant intérêt au montant de 606 252 \$ (la Ville consolide 91% de ce montant ce qui représente un reclassement de 551 589 \$) qui était présenté dans les placements de portefeuille dans la trésorerie et équivalents de trésorerie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 326 274	46 866 405	47 267 196			47 266 631
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 961 420	4 943 145	4 864 909			4 864 469
Quotes-parts	3					2 046 337	8 270
Transferts	4	905 055	903 585	3 313 656		16 646	3 330 302
Services rendus	5	5 683 883	5 637 505	5 391 652			5 286 649
Imposition de droits	6	1 901 096	997 000	2 183 085			2 183 085
Amendes et pénalités	7	1 236 187	1 065 000	1 094 805			1 094 805
Revenus de placements de portefeuille	8	286 155	100 000	114 926			114 926
Autres revenus d'intérêts	9	125 982	130 000	148 123		30 623	178 746
Autres revenus	10	410 166	457 360	527 132			527 132
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	61 836 218	61 100 000	64 905 484		2 093 606	64 855 015
Investissement							
Taxes	13	1 283 278	1 550 000	1 548 097			1 548 097
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 169 205	7 800 000				
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			154 013			154 013
Autres	18	987 512		110 053			110 053
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	4 439 995	9 350 000	1 812 163			1 812 163
	21	66 276 213	70 450 000	66 717 647		2 093 606	66 667 178
Charges							
Administration générale	22	6 710 173	7 681 120	6 649 417	279 164		6 928 581
Sécurité publique	23	11 621 875	11 759 610	11 721 656	592 204		12 313 860
Transport	24	9 620 423	8 923 910	8 994 431	2 864 117		11 858 548
Hygiène du milieu	25	8 851 443	9 002 940	8 753 812	1 972 249	2 028 437	10 610 423
Santé et bien-être	26	(233 331)	445 540	301 617	71		301 688
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 931 206	1 995 760	1 950 603	61 765		2 012 368
Loisirs et culture	28	13 749 774	13 983 240	12 967 534	1 985 545		14 953 079
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 536 866	1 605 615	1 433 184		8 356	1 441 540
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 408 976	7 400 000	7 755 115	(7 755 115)		
	33	61 197 405	62 797 735	60 527 369		2 036 793	60 420 087
Excédent (déficit) de l'exercice	34	5 078 808	7 652 265	6 190 278		56 813	6 247 091

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 078 808	7 652 265	6 190 278	56 813	6 247 091
Moins : revenus d'investissement	2	(4 439 995)	(9 350 000)	(1 812 163)	()	(1 812 163)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	638 813	(1 697 735)	4 378 115	56 813	4 434 928
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	7 408 976	7 400 000	7 755 115	260 168	8 015 283
Produit de cession	5	47 549	20 000	93 879		93 879
(Gain) perte sur cession	6	(16 416)		(48 967)		(48 967)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	7 440 109	7 420 000	7 800 027	260 168	8 060 195
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			140 602		140 602
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			140 602		140 602
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	57 998	60 000	131 455		131 455
	15	57 998	60 000	131 455		131 455
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 537 979)	(4 393 065)	(4 441 358)	(12 258)	(4 453 616)
	18	(4 537 979)	(4 393 065)	(4 441 358)	(12 258)	(4 453 616)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(859 238)	(1 178 000)	(516 122)	(77 520)	(593 642)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	162 715		70 000	10 271	80 271
Excédent de fonctionnement affecté	21	335 896	1 635 000	875 333		875 333
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 496 485)	(1 535 000)	(1 575 720)		(1 575 720)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(311 200)	(311 200)	(311 200)		(311 200)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 168 312)	(1 389 200)	(1 457 709)	(67 249)	(1 524 958)
	26	791 816	1 697 735	2 173 017	180 661	2 353 678
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 430 629		6 551 132	237 474	6 788 606

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 439 995	1 812 163	1 812 163
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	401 400 )(	242 943 )(	242 943)
Sécurité publique	3 (	1 002 767 )(	241 305 )(	241 305)
Transport	4 (	6 536 769 )(	3 855 109 )(	3 855 109)
Hygiène du milieu	5 (	2 344 924 )(	2 420 811 )(	144 312)(
Santé et bien-être	6 ()()()(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	285 276 )(	165 514 )(	165 514)
Loisirs et culture	8 (	2 179 769 )(	1 665 428 )(	1 665 428)
Réseau d'électricité	9 ()()()(
	10 (	12 750 905 )(	8 591 110 )(	144 312)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)(	36 302 )(	36 302)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 (	119 247 )(	119 247 )(	119 247)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 758 000	917 000	917 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	859 238	516 122	77 520
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	515 700	152 500	66 792
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 765 781	542 589	542 589
Réserves financières et fonds réservés	17	1 932 304	1 242 585	1 242 585
	18	5 073 023	2 453 796	144 312
	19	(6 039 129)	(5 375 863)	(5 375 863)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 599 134)	(3 563 700)	(3 563 700)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 652 938	10 457 592	1 357 815	11 815 407
Débiteurs (note 5)	2	14 983 956	15 139 131	76 605	15 186 602
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	267 930	255 722	1 084 283	1 340 005
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	23 904 824	25 852 445	2 518 703	28 342 014
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 091 348	6 919 705	235 652	7 126 223
Revenus reportés (note 12)	12	549 009	493 721	15 365	509 086
Dette à long terme (note 13)	13	58 585 432	54 812 806	206 615	55 019 421
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	649 472	1 173 535		1 173 535
Autres passifs (note 14)	15	52 876	52 876		52 876
	16	66 928 137	63 452 643	457 632	63 881 141
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(43 023 313)	(37 600 198)	2 061 071	(35 539 127)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	157 036 851	157 827 934	4 319 579	162 147 513
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	4 914 480	4 810 180		4 810 180
Stocks de fournitures	20	428 035	432 435	23 223	455 658
Autres actifs non financiers (note 18)	21	317 923	393 904	19 104	413 008
	22	162 697 289	163 464 453	4 361 906	167 826 359
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 931 164	7 091 729	453 601	7 545 330
Excédent de fonctionnement affecté	24	3 768 078	3 868 099	1 859 124	5 727 223
Réserves financières et fonds réservés	25	1 304 110	1 717 345		1 717 345
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(1 218 419)	(701 945)		(701 945)
Financement des investissements en cours	27	4 325 733	331 596		331 596
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	109 563 310	113 557 431	4 110 252	117 667 683
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	119 673 976	125 864 255	6 422 977	132 287 232
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	18 679 680	17 287 935	17 705 601	18 161 706
Charges sociales	2	5 236 425	4 909 931	5 019 551	5 188 145
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4	1 554 945	1 554 941	1 554 941	1 518 497
Autres services	5				
Autres biens et services	6	17 918 060	17 318 865	18 453 840	19 045 058
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 340 209	1 177 370	1 185 726	1 341 811
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	221 906	217 814	217 814	146 053
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	43 500	38 000	38 000	57 500
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	8 215 620	8 256 093	6 218 026	6 312 139
Transferts	13	1 446 110	1 713 061	1 713 061	1 299 775
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	7 400 000	7 755 115	8 015 283	7 669 755
Autres					
▪ Créances douteuses, réclamation	18	741 280	298 244	298 244	371 037
▪	19				
▪	20				
	21	62 797 735	60 527 369	60 420 087	61 111 476

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 545 330	2 411 424
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 727 223	5 440 133
Réserves financières et fonds réservés	3	1 717 345	1 304 110
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	701 945 )(	1 218 419)
Financement des investissements en cours	5	331 596	4 325 733
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	117 667 683	113 777 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	132 287 232	126 040 141

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	7 091 729	1 931 164
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	453 601	480 260
	11	7 545 330	2 411 424

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Activités d'investissement	12	1 387 369	1 373 643
▪ Budget fonctionnement	13	2 370 730	2 144 435
▪ Héberge le Grand Héron	14	110 000	250 000
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 868 099	3 768 078
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Activités d'investissement	22	107 374	102 305
▪ Réserve de boues	23	1 751 750	1 569 750
▪	24		
	25	1 859 124	1 672 055
	26	5 727 223	5 440 133

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ 375e anniversaire Sorel-Tracy	27	223 689
▪	28	222 524
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	223 689
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		222 524
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 439 736
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 027 654
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	53 920
Organismes contrôlés et partenariats	40	53 932
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	1 493 656
	48	1 081 586
	48	1 717 345
	48	1 304 110

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 (	471 600)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	471 600)(
782 800)		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	471 600)(
782 800)		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
463)		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
463)		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Régime de retraite déficit	72 (	27 900)(
218 500)		
▪ Programme Revi-Sols	73 (	202 445)(
216 656)		
	74 (	230 345)(
435 156)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	701 945)(
1 218 419)		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 680 601	5 011 374
Investissements à financer	83 (1 349 005)	(685 641)
	84 331 596	4 325 733
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 162 147 513	161 472 286
Propriétés destinées à la revente	86 4 810 180	4 914 480
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 255 722	267 930
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 167 213 415	166 654 696
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 167 213 415	166 654 696
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (55 019 421)	(58 803 372)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (265 772)	(354 068)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 509 116	5 844 748
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 230 345	435 156
	98 (49 545 732)	(52 877 536)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (49 545 732)	(52 877 536)
	101 117 667 683	113 777 160

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1		1
Régimes supplémentaires de retraite	2		1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des deux régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy (« Régime Sorel »), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy (« Régime Tracy »). En 2009, une demande de fusion des deux régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les deux régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2 % du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2 % du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7 % de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3 % de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55 % de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5 % de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4 % du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2 % de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4 % du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2 % de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2 % de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5 % de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3 % de l'excédent).

La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSM et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle.

Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs :

* La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

requis pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

* La formule de la rente viagère est de 2,0 % du salaire de l'année, indexé annuellement;

* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3 % (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4 % (sujette aux limites fiscales applicables);

* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 707 037	1 544 568
Charge de l'exercice	4 (2 296 331)	(2 350 431)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 800 100	1 512 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 210 806	707 037
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 75 643 300	73 820 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (76 021 700)	(74 217 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (378 400)	(396 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 589 206	1 103 737
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 210 806	707 037
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 210 806	707 037
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 75 643 300	73 820 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (76 021 700)	(74 217 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (378 400)	(396 700)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 178 700	3 219 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 178 700	3 219 400
Cotisations salariales des employés	21 (1 441 300)	(1 474 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (57 200)	(49 400)
	23 1 680 200	1 695 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 606 731	637 231
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 286 931	2 332 931
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 3 775 900	3 813 300
Rendement espéré des actifs	33 (3 766 500)	(3 795 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 9 400	17 500
Charge de l'exercice	35 2 296 331	2 350 431
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 499 700	2 696 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 766 500)	(3 795 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 266 800)	(1 099 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 174 600	1 328 500
Prestations versées au cours de l'exercice	40 3 975 300	3 934 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 76 977 900	73 330 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 378 400	396 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 493 700	431 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 10	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,95 %	5,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,09 %	5,27 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,74 %	2,98 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,99 %	2,24 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2018.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 356 509)	(1 304 791)
Charge de l'exercice	56 (51 632)	(85 218)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 23 800	33 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 384 341)	(1 356 509)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 113 000)	(1 050 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 113 000)	(1 050 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (271 341)	(305 709)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 384 341)	(1 356 509)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 384 341)	(1 356 509)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 113 000)	(1 050 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 113 000)	(1 050 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (100) (100)	
	75 (100)	(100)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 23 132	45 318
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 23 032	45 218
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 28 600	40 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 28 600	40 000
Charge de l'exercice	87 51 632	85 218
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (57 500)	427 900
Prestations versées au cours de l'exercice	92 23 900	33 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,20 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,40 %	6,60 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2028	2028
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	16 445	16 700
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	55 431	56 294
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	33 894	34 641
	122	89 325	90 935

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	33 664 535	33 946 908	32 481 692
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	5 280 230	5 349 238	5 585 477
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	434 290	440 135	484 983
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	39 379 055	39 736 281	38 552 152
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 858 750	2 861 225	2 849 912
Égout	11	1 965 205	1 960 184	1 973 007
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 412 450	2 419 132	2 319 384
Autres				
Entretien cours d'eau	14		45 635	313 234
	15			
	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	200 000	192 187	194 855
Service de la dette	18	50 945	52 552	53 842
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			69 773
Activités d'investissement	21	1 550 000	1 548 097	1 283 278
	22	9 037 350	9 079 012	9 057 285
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	9 037 350	9 079 012	9 057 285
	27	48 416 405	48 815 293	47 609 437

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	2 758 290	2 727 419	2 881 755
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	2 640	2 200	8 308
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	2 760 930	2 729 619	2 890 063
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	958 935	933 051	902 259
Cégeps et universités	34	219 800	213 868	203 351
Écoles primaires et secondaires	35	900 800	885 700	865 610
	36	2 079 535	2 032 619	1 971 220
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	4 840 465	4 762 238	4 861 283
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	96 520	96 511	94 612
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 320	1 320	1 275
Taxes d'affaires	44			
	45	97 840	97 831	95 887
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	4 840	4 840	3 825
	48	4 840	4 840	3 825
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 943 145	4 864 909	4 960 995

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			416 824
Sécurité incendie	55	3 200	5 049	9 309
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	75 815	75 817	58 901
Enlèvement de la neige	59	90 500	90 943	91 419
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	17 250	19 480	36 126
Réseau de distribution de l'eau potable	69	132 400	128 304	132 622
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	56 340	56 342	24 680
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	16 250	16 252	9 751
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	586	586	718
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	200	150	504
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	30 100	47 928	32 633
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	135 430	178 779	134 715
Autres	89	39 100	7 905	7 905
Réseau d'électricité				
	90			
	91	596 585	627 535	912 076

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			595 112
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			13 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	334 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 733 875		556 301
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	3 343 875		1 004 792
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 334 500		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	53 750		
Réseau d'électricité	129			
	130	7 800 000		2 169 205

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	149 286	149 286	
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	307 000	306 593	306 593
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	2 230 242	2 230 242	
	141	307 000	2 686 121	2 686 121
TOTAL DES TRANSFERTS	142	8 703 585	3 313 656	3 081 281

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	75 000	101 255	98 183
Évaluation	144			
Autres	145	104 145	317	348
	146	179 145	101 572	98 531
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	1 220 190	1 235 022	1 209 436
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 220 190	1 235 022	1 209 436
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			300
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	11 800	11 640	11 593
Autres	156			
	157	11 800	11 640	11 893
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	448 175	541 416	444 217
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	448 175	541 416	444 217

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	1 862 195	1 999 260	1 999 260
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	277 425	287 435	276 585
	182	2 139 620	2 286 695	2 133 125
Réseau d'électricité	183			
	184	3 998 930	4 281 348	4 176 345
				3 897 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	13 700	2 415	10 215
Évaluation	186	12 000	9 960	1 635
Autres	187	22 710	37 426	68 441
	188	48 410	49 801	80 291
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	32 345	48 143	55 778
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	32 345	48 143	55 778
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	13 000	27 423	15 567
Enlèvement de la neige	195	160 000	144 541	140 823
Autres	196	54 325	52 101	54 342
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	227 325	224 065	210 732
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	20 000	23 343	27 696
Traitement des eaux usées	205	110 000	131 577	129 936
Réseaux d'égout	206	8 000	5 975	13 820
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	14 000	14 510	15 755
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	152 000	175 405	187 207

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			10 614
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220	152 360	2 427	2 896
Autres	221			
	222	152 360	2 427	13 510
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	770 090	381 217	842 780
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	26 365	13 914	29 137
Autres	225	229 680	215 332	264 078
	226	1 026 135	610 463	1 135 995
Réseau d'électricité	227			
	228	1 638 575	1 110 304	1 683 513
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	5 637 505	5 391 652	5 580 715

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	137 000	187 390	145 546
Droits de mutation immobilière	231	860 000	1 995 695	1 755 550
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	997 000	2 183 085	1 901 096
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	1 065 000	1 094 805	1 236 187
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	100 000	114 926	286 155
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	130 000	148 123	153 598
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		48 967	16 416
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		232 500	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		154 013	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244		110 053	987 512
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	457 360	245 665	396 271
	247	457 360	791 198	1 400 199
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	771 130	630 100	15 583	645 683	645 683	671 306
Greffe et application de la loi	2	1 169 350	1 001 158	8 906	1 010 064	1 010 064	1 075 783
Gestion financière et administrative	3	2 135 580	2 025 140	99 071	2 124 211	2 124 211	2 037 925
Évaluation	4	528 010	518 733		518 733	518 733	506 799
Gestion du personnel	5	783 980	616 847	5 970	622 817	622 817	691 858
Autres							
▪ Admin. autres	6	2 293 070	1 857 439	149 634	2 007 073	2 007 073	2 011 613
▪	7						
	8	7 681 120	6 649 417	279 164	6 928 581	6 928 581	6 995 284
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 453 350	4 510 066		4 510 066	4 510 066	4 715 788
Sécurité incendie	10	6 899 940	6 759 217	585 719	7 344 936	7 344 936	7 004 855
Sécurité civile	11	14 320	86 756		86 756	86 756	65 097
Autres	12	392 000	365 617	6 485	372 102	372 102	356 463
	13	11 759 610	11 721 656	592 204	12 313 860	12 313 860	12 142 203
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 408 850	2 635 331	2 601 100	5 236 431	5 236 431	5 043 287
Enlèvement de la neige	15	3 438 170	3 299 231	90 849	3 390 080	3 390 080	4 055 641
Éclairage des rues	16	525 590	537 741	103 460	641 201	641 201	618 464
Circulation et stationnement	17	422 200	372 382	62 672	435 054	435 054	521 804
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 069 610	2 092 475	35	2 092 510	2 092 510	2 019 705
Transport aérien	19	59 490	57 271	6 001	63 272	63 272	58 848
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	8 923 910	8 994 431	2 864 117	11 858 548	11 858 548	12 317 749

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 767 190	2 794 988	333 622	3 128 610	3 231 168	3 056 315
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 154 540	1 057 436	689 042	1 746 478	1 746 478	1 690 886
Traitement des eaux usées	25	1 023 310	1 005 050	394 679	1 399 729	1 181 533	1 195 028
Réseaux d'égout	26	1 296 070	1 114 118	490 670	1 604 788	1 604 788	1 621 203
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	941 570	917 497		917 497	2 443 297	2 338 585
Élimination	28	565 592	485 152		485 152		
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	72 668	42 339		42 339		
Tri et conditionnement	30	65 903	46 167		46 167		
Matières organiques							
Collecte et transport	31	425 495	415 175		415 175		
Traitement	32	213 422	197 897		197 897		
Matériaux secs	33	159 410	119 163		119 163		
Autres	34		219 907		219 907		
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37		47 086		47 086	47 086	382 016
Protection de l'environnement	38	317 770	291 837	64 236	356 073	356 073	360 838
Autres	39						
	40	9 002 940	8 753 812	1 972 249	10 726 061	10 610 423	10 644 871
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	429 900	277 030		277 030	277 030	(251 179)
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	15 640	24 587	71	24 658	24 658	17 891
	44	445 540	301 617	71	301 688	301 688	(233 288)

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 168 290	1 110 944	52 718	1 163 662	1 163 662	1 192 995
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		108 280		108 280	108 280	165 501
Autres biens	47	150 000					
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	660 440	564 198	313	564 511	564 511	630 193
Tourisme	49	2 710	2 161		2 161	2 161	2 217
Autres	50						
Autres	51	14 320	165 020	8 734	173 754	173 754	22 336
	52	1 995 760	1 950 603	61 765	2 012 368	2 012 368	2 013 242
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	836 230	677 010	99 354	776 364	776 364	868 948
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 807 340	2 448 037	258 424	2 706 461	2 706 461	2 973 638
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 613 090	2 056 835	589 850	2 646 685	2 646 685	3 388 136
Parcs et terrains de jeux	56	2 264 480	2 788 179	579 538	3 367 717	3 367 717	2 631 057
Parcs régionaux	57	158 340	172 078	20 165	192 243	192 243	200 271
Expositions et foires	58	291 930	252 799	2 648	255 447	255 447	313 803
Autres	59	568 820	97 268	2	97 270	97 270	552 892
	60	9 540 230	8 492 206	1 549 981	10 042 187	10 042 187	10 928 745
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 457 760	1 332 444	126 542	1 458 986	1 458 986	1 537 939
Bibliothèques	62	1 718 610	1 326 282	110 251	1 436 533	1 436 533	1 766 400
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	616 460	590 467	116 067	706 534	706 534	787 675
Autres ressources du patrimoine	64	84 500	751 421	2 987	754 408	754 408	79 102
Autres	65	565 680	474 714	79 717	554 431	554 431	586 190
	66	4 443 010	4 475 328	435 564	4 910 892	4 910 892	4 757 306
	67	13 983 240	12 967 534	1 985 545	14 953 079	14 953 079	15 686 051

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 410 375	1 250 506		1 250 506	1 258 862	1 313 792
Autres frais	70	151 740	144 678		144 678	144 678	174 072
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	43 500	38 000		38 000	38 000	57 500
Autres	72						
	73	1 605 615	1 433 184		1 433 184	1 441 540	1 545 364
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	7 400 000	7 755 115 (	7 755 115)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 347 272	1 347 272	1 279 703
	Usines de traitement de l'eau potable	563 669	571 092	77 992
	Usines et bassins d'épuration		74 686	53 217
	Conduites d'égout	484 152	484 152	1 474 004
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	2 978 915	2 978 915	5 425 402
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	33 260	33 260	94 611
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	631 932	631 932	869 047
	Autres infrastructures			
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	3 565	3 565	99 054
	Édifices communautaires et récréatifs	962 627	962 627	907 364
	Améliorations locatives			
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	497 568	497 568	1 001 282
	Ameublement et équipement de bureau	351 602	387 934	209 527
	Machinerie, outillage et équipement divers	651 876	677 747	1 061 188
	Terrains	84 672	84 672	272 860
	Autres			
		8 591 110	8 735 422	12 825 251

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	1 297 306	1 297 306	1 116 436
	Usines de traitement de l'eau potable	563 669	571 092	77 992
	Usines et bassins d'épuration		74 686	53 217
	Conduites d'égout	371 195	371 195	1 210 265
	Autres infrastructures	3 539 205	3 539 205	5 897 266
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	49 966	49 966	163 267
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	112 957	112 957	263 739
	Autres infrastructures	104 902	104 902	491 794
	Autres immobilisations	2 551 910	2 614 113	3 551 275
		8 591 110	8 735 422	12 825 251

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	53 932	43	55	53 920
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	946 085		481 627	464 458
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	52 312 675	916 957	3 971 933	49 257 699
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	53 312 692	917 000	4 453 615	49 776 077
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 844 748		335 632	5 509 116
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 844 748		335 632	5 509 116
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	5 844 748		335 632	5 509 116
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 844 748		335 632	5 509 116
	19	59 157 440	917 000	4 789 247	55 285 193
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	59 157 440	917 000	4 789 247	55 285 193

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	55 075 866
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 349 005
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	53 920
Débiteurs	9	5 509 116
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	994 738
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	49 867 097
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	209 327
Endettement net à long terme	17	50 076 424
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	7 896 121
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	57 972 545
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	57 972 545
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	7 432 267

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 007 205	893 740	987 454
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7		4 175	4 700
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	510 035	534 821	499 966
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 056 270	2 038 067	
Matières résiduelles	12	2 443 820	2 442 296	2 338 585
Cours d'eau	13		47 086	382 015
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	321 965	310 056	315 651
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 641 380	1 675 279	1 554 200
Activités culturelles	23	234 945	310 573	229 568
Réseau d'électricité				
	24			
	25	8 215 620	8 256 093	6 218 026
				6 312 139

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 591 110	12 750 905
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 591 110	12 750 905

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	35,00	34,00	69 507,00	3 627 433	1 015 546	4 642 979
Professionnels	2	8,00	34,00	15 096,00	595 065	195 171	790 236
Cols blancs	3	65,00	34,00	113 936,00	3 434 822	1 013 043	4 447 865
Cols bleus	4	81,00	40,00	167 279,00	5 050 432	1 590 571	6 641 003
Policiers	5						
Pompiers	6	51,00	42,00	118 409,00	4 170 571	966 517	5 137 088
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	240,00		484 227,00	16 878 323	4 780 848	21 659 171
Élus	9	9,00			409 612	129 083	538 695
	10	249,00			17 287 935	4 909 931	22 197 866

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		19 480			19 480
Réseau de distribution de l'eau potable	13		128 304			128 304
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		56 342			56 342
Autres	16		3 079 858	14 672	15 000	3 109 530
	17		3 283 984	14 672	15 000	3 313 656

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	1 420	2 087
Évaluation	2		
Autres	3	49 611	59 557
	4	51 031	61 644
Sécurité publique			
Police	5		138
Sécurité incendie	6	187 542	206 320
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	187 542	206 458
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	415 477	435 217
Enlèvement de la neige	11	59	1 152
Autres	12	20 374	22 244
Transport collectif	13	1 541	1 671
Autres	14		
	15	437 451	460 284
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	22 469	24 024
Réseau de distribution de l'eau potable	17	216 297	221 170
Traitement des eaux usées	18	2 392	1 576
Réseaux d'égout	19	149 349	160 806
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	12 495	14 326
Autres	25		
	26	403 002	421 902
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 241	4 924
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	94 243	99 050
Autres	34		
	35	97 484	103 974
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	192 609	214 365
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	15 505	14 889
Autres	38	48 560	53 350
	39	256 674	282 604
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 433 184	1 536 866

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Serge Péloquin	Maire	100 687	17 044	10 583	404
Dominique Ouellet	Conseiller	24 725	12 363		
Jocelyn Mondou	Conseiller	24 725	12 363	202	101
Alain Maher	Conseiller	16 484	8 242	538	269
Patrick Péloquin	Conseiller	24 725	12 363		
	Conseiller				
Benoit Guévremont	Conseiller	24 725	12 363		
Martin Lajeunesse	Conseiller	24 725	12 363		
Olivier Picard	Conseiller	24 725	12 363		
Sylvie Labelle	Conseiller	24 725	12 363		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>9 000 000</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ | |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 50 930 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 101 101 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 266 450 \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 256 260 \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 522 710 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 2019-10-674

b) Date d'adoption de la résolution

59 2019-10-07

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de
Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 17 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	48 815 293
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>479 808</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	173 402
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 060 343
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	192 187
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>41 736 165</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 123 862 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 131 258 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 127 560 300</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,3345 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	34 859 835
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	5 024 370
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	175 295
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	40 059 500

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 859 345
Égout	11	1 968 170
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 415 575
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	200 000
Service de la dette	18	40 070
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	1 550 000
	22	9 033 160
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	9 033 160
	27	49 092 660

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 713 385
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 200
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	2 715 585

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	958 935
Cégeps et universités	7	219 800
Écoles primaires et secondaires	8	911 785
	9	2 090 520

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 806 105

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	95 960
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 320
Taxes d'affaires	17	
	18	97 280

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	4 840
	21	4 840

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 908 225

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 425 762 340	x 0,8819 /100 \$	21 392 797				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	202 862 517	x 0,8819 /100 \$	1 789 045				
Immeubles non résidentiels	4	370 651 145	x 2,3105 /100 \$	8 563 895				
Immeubles industriels	5	94 883 137	x 2,8345 /100 \$	2 689 463				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	34 797 600	x 1,7638 /100 \$	613 760				
Immeubles agricoles	8	18 461 588	x 0,7360 /100 \$	135 877				
Total	9			35 184 837	(217 975)	(107 027)		34 859 835
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	3 147 418 327	x 0,1599 /100 \$	5 033 918				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			5 033 918	()	(9 548)		5 024 370

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>135,00 \$</u>
Égout	2 <u>100,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>125,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxes spéciale - secteur ex-ville Sorel	0,0095		
Eaux usées	20,0000		par chambre
Eau Sorel-Tracy	27,0000		par chambre
Eau et eaux usées - compteur d'eau	0,5836		
Eau seulement - compteur d'eau	0,3665		
Matières résiduelles	25,0000		par chambre
Service parc location - ex-ville Sorel	117,5000		par maison mobile
Réfection réseau routier	80,0000		par unité de logement
Réfection réseau routier	16,0000		par chambre

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	49 092 660
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>217 975</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	116 792
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 069 860
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	200 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>41 939 592</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 3 147 418 327

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1,3325 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 095 890	2 827 614		644 277	2 112 363	165 345
De secteur	2	22 443	976		1 605	11 204	1 576
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	626 053	299 417			1 340 240	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 744 386	3 128 007		645 882	3 463 807	166 921

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	25 038 716			39 884 205
De secteur	2	137 491			175 295
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	40 070			40 070
Autres	5	6 527 380			8 793 090
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	31 743 657			48 892 660

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	126 565	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-07	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	65 703 115	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	4 133 915	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 098 497	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31		\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, René Chevalier, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Sorel-Tracy.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Sorel-Tracy consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Sorel-Tracy détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-14 09:28:31

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	61 836 218	61 100 000	64 905 484	2 093 606	64 855 015
Investissement	2	4 439 995	9 350 000	1 812 163		1 812 163
	3	66 276 213	70 450 000	66 717 647	2 093 606	66 667 178
Charges	4	61 197 405	62 797 735	60 527 369	2 036 793	60 420 087
Excédent (déficit) de l'exercice	5	5 078 808	7 652 265	6 190 278	56 813	6 247 091
Moins : revenus d'investissement	6	(4 439 995)	(9 350 000)	(1 812 163)	()	(1 812 163)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	638 813	(1 697 735)	4 378 115	56 813	4 434 928
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	7 408 976	7 400 000	7 755 115	260 168	8 015 283
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(4 537 979)	(4 393 065)	(4 441 358)	(12 258)	(4 453 616)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(859 238)	(1 178 000)	(516 122)	(77 520)	(593 642)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 309 074)	(211 200)	(941 587)	10 271	(931 316)
Autres éléments de conciliation	13	89 131	80 000	316 969		316 969
	14	791 816	1 697 735	2 173 017	180 661	2 353 678
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 430 629		6 551 132	237 474	6 788 606

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 652 938	10 457 592	11 815 407	9 798 634
Débiteurs	2	14 983 956	15 139 131	15 186 602	15 044 521
Placements de portefeuille	3	267 930	255 722	1 340 005	1 336 515
Autres	4				
	5	23 904 824	25 852 445	28 342 014	26 179 670
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	58 585 432	54 812 806	55 019 421	58 803 372
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	649 472	1 173 535	1 173 535	649 472
Autres	9	7 693 233	7 466 302	7 688 185	7 857 955
	10	66 928 137	63 452 643	63 881 141	67 310 799
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(43 023 313)	(37 600 198)	(35 539 127)	(41 131 129)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	157 036 851	157 827 934	162 147 513	161 472 286
Autres	13	5 660 438	5 636 519	5 678 846	5 698 984
	14	162 697 289	163 464 453	167 826 359	167 171 270
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 931 164	7 091 729	7 545 330	2 411 424
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 768 078	3 868 099	5 727 223	5 440 133
Réserves financières et fonds réservés	17	1 304 110	1 717 345	1 717 345	1 304 110
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(1 218 419)	(701 945)	(701 945)	(1 218 419)
Financement des investissements en cours	19	4 325 733	331 596	331 596	4 325 733
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	109 563 310	113 557 431	117 667 683	113 777 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	119 673 976	125 864 255	132 287 232	126 040 141

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Activités d'investissement	23	1 387 369	1 373 643
▪ Budget fonctionnement	24	2 370 730	2 144 435
▪ Héberge le Grand Héron	25	110 000	250 000
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	3 868 099	3 768 078
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 859 124	1 672 055
	34	5 727 223	5 440 133
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
▪	35	1 717 345	1 304 110
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	7 444 568	6 744 243

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	49 867 097
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	57 972 545

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	53 920	53 932
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	49 257 699	52 312 675
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	464 458	946 085
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	5 509 116	5 844 748
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	55 285 193	59 157 440

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	46 326 274	46 866 405	47 267 196	47 266 631
Compensations tenant lieu de taxes	12	4 961 420	4 943 145	4 864 909	4 864 469
Quotes-parts	13				8 270
Transferts	14	905 055	903 585	3 313 656	3 330 302
Services rendus	15	5 683 883	5 637 505	5 391 652	5 286 649
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 423 438	2 162 000	3 392 816	3 392 816
Autres	17	536 148	587 360	675 255	705 878
	18	61 836 218	61 100 000	64 905 484	64 855 015
Investissement					
Taxes	19	1 283 278	1 550 000	1 548 097	1 548 097
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 169 205	7 800 000		
Autres	22	987 512		264 066	264 066
	23	4 439 995	9 350 000	1 812 163	1 812 163
	24	66 276 213	70 450 000	66 717 647	66 667 178

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	7 681 120	6 649 417	279 164	6 928 581	6 928 581	6 995 284
Sécurité publique							
Police	2	4 453 350	4 510 066		4 510 066	4 510 066	4 715 788
Sécurité incendie	3	6 899 940	6 759 217	585 719	7 344 936	7 344 936	7 004 855
Autres	4	406 320	452 373	6 485	458 858	458 858	421 560
Transport							
Réseau routier	5	6 794 810	6 844 685	2 858 081	9 702 766	9 702 766	10 239 196
Transport collectif	6	2 129 100	2 149 746	6 036	2 155 782	2 155 782	2 078 553
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	6 241 110	5 971 592	1 908 013	7 879 605	7 763 967	7 563 432
Matières résiduelles	9	2 444 060	2 443 297		2 443 297	2 443 297	2 338 585
Autres	10	317 770	338 923	64 236	403 159	403 159	742 854
Santé et bien-être	11	445 540	301 617	71	301 688	301 688	(233 288)
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 168 290	1 110 944	52 718	1 163 662	1 163 662	1 192 995
Promotion et développement économique	13	663 150	566 359	313	566 672	566 672	632 410
Autres	14	164 320	273 300	8 734	282 034	282 034	187 837
Loisirs et culture	15	13 983 240	12 967 534	1 985 545	14 953 079	14 953 079	15 686 051
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 605 615	1 433 184		1 433 184	1 441 540	1 545 364
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	55 397 735	52 772 254	7 755 115	60 527 369	60 420 087	61 111 476
Amortissement des immobilisations	20	7 400 000	7 755 115	(7 755 115)			
	21	62 797 735	60 527 369		60 527 369	60 420 087	61 111 476

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 439 995	1 812 163		1 812 163
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	12 750 905 )(	8 591 110 )(	144 312 )(	8 735 422)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	119 247 )(	155 549 )(	) (	155 549)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 758 000	917 000		917 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	859 238	516 122	77 520	593 642
Excédent accumulé	6	4 213 785	1 937 674	66 792	2 004 466
	7	(6 039 129)	(5 375 863)		(5 375 863)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 599 134)	(3 563 700)		(3 563 700)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14